



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



©FAO-RAF

INTÉGRER LA NUTRITION DANS LES LOIS ET RÈGLEMENTATIONS COMMERCIALES NATIONALES ET RÉGIONALES DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT (PEID) ET PROMOUVOIR LES CHÂÎNES DE VALEUR ALIMENTAIRES LOCALES POUR FAVORISER LE COMMERCE ENTRE CES PEID

Janvier 2020

ODD:



Pays:

Petits États insulaires en développement (PEID) de l'océan Atlantique (Cap Verde, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe) et de l'océan Indien (Madagascar¹, Comores, Maurice, Seychelles)

Code du projet:

TCP/RAF/3707

Contribution de la FAO:

352 000 USD

Période de mise en œuvre:

2 janvier 2019 – 31 décembre 2020

Contacts:

Bureau régional de la FAO pour l'Afrique
FAO-RAF@fao.org

¹ Madagascar bénéficiait indirectement du projet par le biais de l'Initiative PRESAN, alors que Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles, Maurice et la Guinée-Bissau étaient les principaux pays d'ancrage du pays.

Partenaires

Les ministères concernés des PEID de l'océan Atlantique (Cabo Verde, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe) et de l'océan Indien (Comores, Maurice, Seychelles).

Bénéficiaires

Représentants des ministères chargés du commerce, personnel des douanes, organismes de réglementation des aliments et autorités chargées des normes alimentaires, représentants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des chaînes de valeur agroalimentaires, Petites et moyennes entreprises (PME), associations des consommateurs et parlementaires.

Contribution au Cadre de programmation par pays

Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, Modalités d'action accélérées des PEID, Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) et CPP, Déclaration de Malabo.

CPP Comores. Priorité 1: Amélioration de la gouvernance institutionnelle et structurelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au profit des agriculteurs familiaux; Priorité 2: Promotion de l'agriculture familiale par l'augmentation et la diversification de la production et l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires pour l'approvisionnement des marchés locaux et la création d'emplois.

CPP Guinée-Bissau. Priorité 2: Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers une meilleure gestion des ressources naturelles et l'approche de la chaîne de valeur ainsi que par la promotion d'emplois décents pour les jeunes, y compris les femmes.

CPP Maurice. Mise en œuvre d'outils, de politiques et d'incitations adaptés qui favoriseront un environnement propice à une chaîne de valeur stratégique sélectionnée pour une substitution efficace des importations.

CPP Sao Tomé-et-Principe. Priorité 2: Amélioration des productions et développement des chaînes de valeur dans l'agriculture, l'élevage, la forêt et la pêche; Priorité 3: Réduction de la faim, de la malnutrition et amélioration de la résilience des populations.



CPP Seychelles. Priorité 1: Appui à la gouvernance et au développement de cadres législatifs et aux capacités institutionnelles dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des ressources naturelles pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle; Priorité 2: Amélioration des chaînes de valeur de l'agriculture et de la pêche.



DESCRIPTION DU PROJET

Les PEID subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Les cyclones, les ouragans et les précipitations plus irrégulières entraînent sécheresses et inondations, ainsi que l'élévation du niveau des mers et l'érosion des côtes, fragilisant des environnements naturels déjà vulnérables et rendant plus difficile encore la production d'aliments en quantité suffisante pour répondre aux besoins des populations. En raison de leur isolement géographique et économique, de nombreux PEID dépendent fortement pour leur approvisionnement alimentaire de marchés éloignés, une situation qui favorise la sous-alimentation, les carences en micronutriments et l'obésité et fait peser sur ces pays le «triple fardeau» de la malnutrition. Le diabète et d'autres maladies chroniques non transmissibles ont atteint un niveau excessif dans un nombre croissant de PEID, en grande partie à cause d'une alimentation composée d'aliments transformés importés à forte teneur en sucre, en sel et en graisses, une situation favorisée par des politiques de libéralisation commerciale non contrôlées. Bien que la sous-alimentation ait diminué au cours des trois dernières décennies, les niveaux de retard de croissance chez les enfants dépassent encore la barre des 20 pour cent dans les PEID les plus pauvres. Parallèlement, l'obésité, en particulier chez les femmes, a fortement augmenté dans de nombreux PEID, y compris en Afrique.

Les importations de denrées alimentaires constituent une source de disponibilité des aliments de plus en plus importante dans la plupart des PEID, malgré la mauvaise qualité nutritionnelle de nombreux produits importés. L'investissement étranger dans les secteurs nationaux de transformation des aliments dans certains PEID a également contribué à accroître la disponibilité et à faire baisser les prix des aliments hautement transformés. Il en a résulté un abandon des aliments de base traditionnels et locaux, tels que les fruits et légumes, au profit de régimes alimentaires à forte teneur en aliments transformés et d'origine animale, en sucre, en graisses et en sel. Ce changement a été identifié comme l'un des principaux facteurs à l'origine de la forte augmentation de l'obésité et des carences en micronutriments dans les PEID.

Il est nécessaire de revoir les politiques commerciales dans les PEID et de déterminer comment elles peuvent être modifiées pour favoriser la disponibilité d'aliments plus nutritifs et plus sûrs d'un point de vue sanitaire. Il convient également de promouvoir le commerce entre PEID de produits alimentaires nutritifs locaux et de renforcer les réseaux d'associations de consommateurs. Les importations peuvent également entraver la croissance d'industries et des chaînes de valeur de produits alimentaires locaux et nutritifs, tandis que le commerce non réglementé et le manque de capacité à contrôler l'importation et la distribution d'aliments nutritifs et sûrs d'un point de vue sanitaire concourent au triple fardeau de la malnutrition dans les PEID.

Pour affronter cette situation, un atelier régional sur le commerce et la nutrition dans les PEID de l'océan Atlantique et de l'océan Indien a été organisé les 9 et 10 octobre 2017 à Madagascar, rassemblant des participants de chacune des petites économies insulaires de l'océan Atlantique (Cabo Verde, Guinée-Bissau et Sao Tomé-et-Principe) et de l'océan Indien (Comores, Maldives, Maurice, Seychelles et Zanzibar). L'une des principales conclusions de l'atelier a été la nécessité de sensibiliser les ministères à l'intégration de la nutrition dans leurs activités. Il a notamment été recommandé d'améliorer la compréhension par les pays du rapport existant entre le commerce et la nutrition dans le contexte de l'évolution des systèmes alimentaires dans leur globalité, en évaluant les possibilités offertes par l'accroissement du commerce intrarégional, ainsi que les contraintes qui y sont liées, et en identifiant les principales actions de suivi pour améliorer la contribution du commerce à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les PEID. L'objectif du projet était de s'appuyer sur ces initiatives dans le cadre du PRESAN..

IMPACT

Les interventions du projet contribueront à réduire le niveau de malnutrition, principalement de l'obésité, en diminuant les importations et la distribution de produits alimentaires non sains (riches en sucre, en graisses ou de mauvaise qualité et mal étiquetés) et en améliorant le commerce d'aliments nutritifs entre PEID.



MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET

Le résultat du projet, à savoir la réduction des importations et de la distribution de denrées alimentaires non saines et l'amélioration du commerce entre PEID d'aliments nutritifs, a été atteint. Le premier produit a compris l'examen des politiques commerciales dans les PEID afin de déterminer comment celles-ci pourraient être revues pour intégrer la nutrition et assurer l'harmonisation avec les lois et les normes alimentaires nationales ainsi qu'avec les politiques de sécurité nutritionnelle. Cet examen a concerné les liens avec les directives alimentaires nationales, les exigences en matière d'emballage et d'étiquetage, de valeur nutritionnelle des produits distribués, la sensibilisation et l'éducation des consommateurs, les impulsions qui sous-tendent la demande alimentaire et les choix des consommateurs, ainsi que l'alignement des politiques et réglementations commerciales sur les politiques, stratégies, réglementations et normes nationales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. D'autres aspects ont également été abordés, comme l'élaboration de recommandations sur la manière dont les politiques commerciales pourraient être modifiées pour promouvoir le développement des chaînes de valeur alimentaires locales et l'accès au marché intérieur des PEID, ou encore la perception et la connaissance des politiques et des réglementations par le public et les acteurs du secteur (importateurs, détaillants, distributeurs, consommateurs).

Le deuxième produit consistait d'une part à renforcer les capacités des fonctionnaires en charge du commerce et des fonctionnaires des douanes en matière de commerce de produits alimentaires nutritifs et de réglementations sur les normes alimentaires; et d'autre part, à consolider les réseaux d'associations de consommateurs. Grâce aux activités menées, le projet a renforcé les capacités des parties prenantes sur des sujets tels que l'importance, le rôle et l'impact des politiques commerciales, des stratégies, des cadres et des législations alimentaires, des réglementations en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments pour améliorer la nutrition, ainsi que sur les stratégies de promotion du changement de comportement alimentaire et la création d'environnements favorables (liés à la distribution alimentaire) afin de promouvoir des régimes alimentaires sains. Les capacités ont également été renforcées sur d'autres sujets, notamment la protection et les droits du consommateur, les stratégies visant à rendre les chaînes de valeur alimentaires sensibles à la nutrition, les approches de promotion des aliments locaux et autochtones et le potentiel des PME dans la fourniture d'aliments nutritifs et sains.

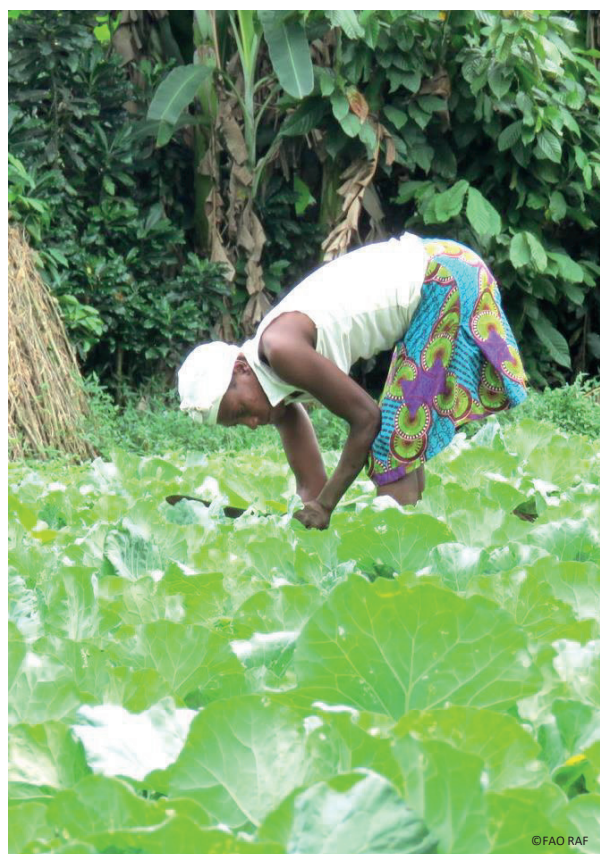
MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET

Malgré quelques retards, toutes les activités du projet ont été mises en œuvre dans les délais prévus et dans le respect du budget original. En raison de la pandémie de Covid-19 et des restrictions de voyage qui en ont résulté, le projet initial de formation au niveau national pour chacune des régions cibles a été remplacé par une formation virtuelle commune qui a réuni toutes les parties prenantes des six PEID et de Madagascar, animée par les collègues et personnels de la FAO. Le contenu de la formation a été peaufiné conjointement et une période appropriée pour sa réalisation a été fixée en collaboration avec tous les pays participants.

Les retards sont survenus lors du recrutement de l'expert international en commerce et en sécurité sanitaire des aliments, du démarrage des activités dans l'océan Indien et de l'organisation de l'atelier de formation mentionné ci-dessus. Cependant, toutes les difficultés ont pu être surmontées.

MESURES DE SUIVI À L'ATTENTION DES GOUVERNEMENTS

Le projet visait entre autres à actualiser les politiques commerciales et la législation afin de favoriser l'importation d'aliments sains et nutritifs et de renforcer les échanges commerciaux entre les PEID dans les chaînes de valeur des aliments sains et nutritifs locaux, mais également d'assurer une meilleure sensibilisation des consommateurs et un plus large choix de produits alimentaires. Toutefois, la mise en œuvre de cette activité n'a pu se tenir dans l'arc temporel du projet. Il serait souhaitable que les gouvernements des PEID participants envisagent de la réaliser dans le cadre d'un futur projet.



DURABILITÉ

1. Développement des capacités

Le projet a permis de renforcer les capacités grâce à un atelier de trois jours destiné aux parties prenantes concernées (représentants des ministères chargés du commerce et personnel des douanes, organismes de réglementation alimentaire et autorités chargées des normes alimentaires, responsables de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la chaîne de valeur agroalimentaire, PME, associations de consommateurs et parlementaires). Les participants sont désormais en mesure de faire le lien entre les réglementations commerciales et celles relatives aux systèmes alimentaires afin de créer un environnement favorable à une alimentation saine et obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition. Ils sont également sensibilisés sur les stratégies et des approches nécessaires pour rendre une chaîne de valeur sensible à la nutrition et pour promouvoir les chaînes de valeur alimentaires locales. Les réseaux entre acteurs des systèmes alimentaires (autorités du commerce, agriculture, santé et des associations de consommateurs) ont été renforcés afin de réduire la distribution de denrées alimentaires non saines, de renforcer les normes de qualité des aliments et de sensibiliser les consommateurs. Les participants ont également partagé leurs expériences sur les compétences stratégiques et fonctionnelles nécessaires pour soutenir les changements liés à la nutrition et les investissements dans le développement des chaînes de valeur locales, ainsi que pour favoriser un libre-échange entre les PEID.

Le projet a été intégré dans des structures organisationnelles qui permettront de continuer le travail effectué après sa clôture. Les activités de renforcement des capacités ont contribué à consolider les réseaux et les dialogues entre les parties prenantes et entre les pays. Le projet a également été mis en œuvre en partenariat avec le PRESAN, qui vise à promouvoir les produits agricoles d'intérêt commun dans la région, à accroître la productivité, la production, la compétitivité et le commerce entre les îles et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les États de l'océan Indien.

Le contenu du programme de formation et de sensibilisation développé par le projet est un bien public mondial, disponible pour tous. Le processus d'évaluation des capacités du projet permet d'identifier comme partenaires de mise en œuvre les institutions ayant un mandat et des ressources pour continuer à défendre ou à fournir une formation en matière de commerce et d'investissement agricoles responsables après l'achèvement du projet.



2. Égalité des sexes

Le projet a contribué à l'égalité des sexes par le biais de la production de biens publics mondiaux (notamment le programme de formation). Il a également intégré les questions liées au genre dans le large éventail d'initiatives nationales, y compris les événements de sensibilisation, de formation et de dialogue.

3. Durabilité environnementale

Une coordination solide et le partage d'expériences entre les acteurs du commerce, de la chaîne de valeur locale et les associations de consommateurs permettent d'échanger des connaissances et de favoriser l'adoption de pratiques pertinentes au niveau local et durables d'un point de vue environnemental. Pour atteindre le résultat du projet, de nombreuses activités ont été menées pour renforcer la capacité des parties prenantes à promouvoir la chaîne de valeur des aliments locaux. Ces actions permettront d'atténuer l'empreinte carbone et de réduire les pertes post-récolte des aliments locaux, qui ont un impact sur le changement climatique.





4. Approche fondée sur les droits de l'homme, notamment le droit à l'alimentation et à un travail décent

Le renforcement des capacités effectué par le projet pour tous les PEID portait sur la législation alimentaire et les mécanismes d'intégration de la nutrition dans celle-ci, la protection et les droits du consommateur, l'étiquetage des aliments et la nutrition. En ce qui concerne le travail décent, le projet a également permis de sensibiliser au développement des PME de transformation agroalimentaire et au potentiel des PME dans la promotion des chaînes de valeur alimentaires locales et la fourniture d'aliments nutritifs.

5. Durabilité technologique

Le projet a adopté une approche tridimensionnelle du développement des capacités, axée sur la création d'un environnement favorable et sur le développement des capacités tant organisationnelles qu'individuelles à soutenir le changement. L'approche ne s'est pas contentée d'aborder les capacités techniques liées au commerce responsable et à l'investissement agricole, mais a également examiné les fonctions nécessaires pour soutenir le changement. Celles-ci incluent notamment la capacité de diffuser les connaissances, de créer des partenariats, de mener des activités de plaidoyer, de déployer des processus politiques inclusifs, de partager les informations et les bonnes pratiques, et de s'assurer que toutes les parties prenantes sont habilitées à participer aux processus liés au commerce et aux investissements agricoles responsables.

6. Durabilité économique

Les résultats du projet aideront le PRESAN à promouvoir les produits agricoles d'intérêt commun dans la région et à accroître la productivité, la production, la compétitivité et le commerce entre les îles, ainsi qu'à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les États de l'océan Indien.

L'examen des politiques, réglementations et normes commerciales effectué par le projet est à la fois disponible et accessible. Il peut être partagé avec les pays qui souhaitent sensibiliser les principales parties prenantes afin de travailler sur la politique et la gouvernance pour créer un cadre favorable au commerce sensible à la nutrition. Le contenu du programme de sensibilisation et de formation développé par le projet est également disponible et accessible.



DOCUMENTS PRODUITS ET DE DIFFUSION

- ❑ Mission préparatoire de sensibilisation au projet dans les PEID de l'océan Atlantique (rapport de fin de mission). Mai 2019.
- ❑ Mission préparatoire de sensibilisation au projet dans les PEID de l'océan Indien (rapport de fin de mission). Septembre 2019.
- ❑ Atelier de lancement pour les PEID de l'océan Atlantique (rapport de fin de mission). 19-20 août 2019.
- ❑ Atelier de lancement pour les PEID de l'océan Indien (rapport de fin de mission). 26-27 septembre 2019.
- ❑ Profils succincts des six PEID concernant la nutrition, la santé, l'agriculture et le commerce.
- ❑ Rapport intermédiaire. Mars-décembre 2019.
- ❑ Rapport sur l'atelier FAO/Organisation mondiale de la Santé au Cabo Verde sur la nutrition, le commerce et l'élaboration des profils nutritionnels.
- ❑ Rapport consolidé. Produit 1: Examen des politiques et réglementations commerciales dans les six PEID et à Madagascar et recommandations pour la promotion de la chaîne de valeur alimentaire locale. Mars 2020.
- ❑ Programme de formation: l'articulation entre le commerce, la nutrition et la sécurité alimentaire. Juillet 2020.
- ❑ Note de synthèse et programme de la formation. Septembre 2020.
- ❑ Matériel de formation (présentation PowerPoint préparée et produite par différents formateurs FAO). Octobre 2020.
- ❑ Enregistrement de l'atelier virtuel (Zoom). 20-22 octobre 2020.
- ❑ Synthèse des recommandations et évaluations après la tenue de l'atelier.
- ❑ Article sur le projet et ses ateliers sur la page web de la FAO consacrée aux PEID.
<http://www.fao.org/cabo-verde/actualites/detail-events/en/c/1257868/> and
<http://www.fao.org/sao-tome-e-principe/noticias/detail-events/fr/c/1317416/>
- ❑ Matériel de communication et de visibilité pour la sensibilisation au projet et la prise de conscience des consommateurs. Août 2019.
- ❑ *FAO supporting Small Island Developing States to improve trade in local nutritious food.*
<http://www.fao.org/africa/news/detail-news/en/c/1370245/>
- ❑ *FAO is supporting Small Island Developing States to improve trading of local nutritious food.*
https://intranet.fao.org/fao_communications/country_stories/detail/c/88326/



RÉALISATION DES RÉSULTATS – MATRICE DU CADRE LOGIQUE

Impact attendu	Réduction du niveau de malnutrition, principalement de l'obésité		
Résultat	Augmentation de la consommation d'aliments sains par les ménages		
	Indicateur	Réduction (en pourcentage) des importations et de la distribution de denrées alimentaires non saines .	
	Situation de référence	0	
	Objectif final	Réduction de deux pour cent dans chaque pays.	
	Commentaires et mesures de suivi à adopter	Suite à l'atelier de formation, les parties prenantes représentant les institutions ciblées ont approuvé le principe de la réduction des importations et de la distribution de denrées alimentaires non saines et ont proposé des stratégies spécifiques au niveau national.	
Produit 1	Les politiques/réglementations/normes commerciales sont examinées afin de mieux intégrer la nutrition et sont harmonisées avec les lois et normes alimentaires nationales, ainsi qu'avec les politiques et les stratégies de sécurité nutritionnelle pour promouvoir le commerce entre PEID		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	Nombre de politiques/protocoles commerciaux et de normes examinés, mis à jour et harmonisés.	Six par pays.	En partie
Situation de référence	0		
Commentaires	Après la mission de démarrage, il a été demandé aux consultants nationaux des PEID participants de faire ce travail d'examen en suivant les instructions ci-dessous: 1. Identifier les plans/programmes/politiques d'action en matière de nutrition mis en œuvre dans le pays. 2. Identifier toutes les lois, normes et réglementations commerciales en vigueur dans le pays concernant le commerce intérieur (distribution intérieure) et les importations de denrées alimentaires. 3. Analyser comment ces réglementations commerciales peuvent influencer (positivement ou négativement) les objectifs et les recommandations des politiques, plans et programmes nationaux de nutrition.		
Activité 1.1	Recrutement d'un consultant international bilingue pour piloter la mise en œuvre du projet		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Avant d'entamer la procédure de recrutement, les profils des consultants en nutrition et en systèmes alimentaires déjà sélectionnés dans la liste d'experts de la FAO ont été passés en revue. Un candidat ayant une expérience considérable auprès de la FAO et le profil adéquat a été sélectionné et le poste a été attribué à la mi-mars 2019.	
Activité 1.2	Étude documentaire et mission de sensibilisation au projet auprès des ministères des pays cibles		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Le consultant principal a effectué une analyse documentaire et a recueilli toutes les informations disponibles dans les PEID sur: - la production alimentaire (aliments nutritifs disponibles et accès); - la consommation alimentaire (habitudes alimentaires, changements dans le régime alimentaire) et les situations nutritionnelles; - la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les principaux acteurs (fournisseurs, transformateurs, distributeurs); - la politique commerciale alimentaire (lois et règlements) et les acteurs; - le programme/la politique nationale en matière de nutrition et de santé publique. Le consultant principal a mené des missions exploratoires dans tous les pays cibles: - en mai 2019 dans les PEID de l'océan Atlantique (Cabo Verde, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe); - en septembre 2019 dans les PEID de l'océan Indien (Comores, Maurice, Seychelles). Les missions ont permis de sensibiliser les différents acteurs au projet, d'évaluer les demandes spécifiques à chaque pays et de lancer le processus de recrutement du consultant national pour chaque pays et de constitution d'un groupe de travail. Le début des activités dans les PEID de l'océan Indien a été retardé, car leur mise en œuvre a été menée en collaboration et en synergie avec le PRESAN.	

Activité 1.3	Formation de groupes de travail du projet au niveau national; identification des principales parties prenantes nationales avec lesquelles travailler; recrutement de consultants nationaux	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	PEID de l'océan Atlantique: tous les consultants ont été recrutés en mai-juin 2019 et le groupe de travail a été formé en juillet 2019 (avant l'atelier de lancement pour les PEID de l'océan Atlantique). PEID de l'océan Indien: tous les consultants ont été recrutés en août 2019 et le groupe de travail a été formé en octobre 2019 (après l'atelier de lancement pour les PEID de l'océan Indien).
Activité 1.4	Atelier de lancement	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	L'atelier pour les PEID de l'océan Atlantique (Cabo Verde, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe) s'est déroulé dans les locaux des Nations Unies à Sao Tomé-et-Principe, avec une trentaine de participants. L'atelier pour les PEID de l'océan Indien (Comores, Maurice et Seychelles) et Madagascar s'est déroulé les 26 et 27 septembre 2019 à l'hôtel Colbert à Madagascar, avec une quarantaine de participants. Les institutions représentées aux deux ateliers étaient: - les ministères concernés: agriculture, santé, commerce-industrie, finances (service des douanes); - la société civile: associations de consommateurs et organisations non gouvernementales impliquées dans la promotion d'une alimentation saine et des produits alimentaires locaux; - les PME et les institutions de recherche impliquées dans la promotion d'une alimentation saine et des produits alimentaires locaux. Les ateliers ont été organisés conjointement avec le PRESAN. Ils ont fourni un cadre pour faire face aux défis communs causés par la distribution de produits alimentaires non sains et pour évoquer les questions de nutrition et de santé. En outre, ils ont permis aux pays de réfléchir à un plan de travail et à une feuille de route spécifique pour atteindre les résultats escomptés du projet.
Activité 1.5	Examen des politiques et législations commerciales pertinentes et de leur mise à jour (étude documentaire et rencontres en face à face avec les parties prenantes concernées)	
	Réalisé	En partie
	Commentaires	Suite à la mission de démarrage, les consultants nationaux des PEID participants ont été invités à produire un examen des principales importations et distributions de denrées alimentaires saines, des mesures d'application nationales en vigueur pour garantir la disponibilité d'aliments nutritifs sur les marchés nationaux et la promotion des chaînes de valeur locales d'aliments nutritifs autochtones, et de la manière dont le commerce peut être facilité au sein des PEID. L'examen devait: 1. Identifier les plans/programmes/politiques d'action en matière de nutrition mis en œuvre dans le pays. 2. Identifier toutes les lois, normes et réglementations commerciales en vigueur dans le pays concernant le commerce intérieur (distribution intérieure) et les importations de denrées alimentaires. 3. Analyser comment ces réglementations commerciales peuvent influencer (positivement ou négativement) les objectifs et les recommandations des politiques, plans et programmes nationaux de nutrition. Les documents ont été soumis au consultant international principal en janvier 2020. Les consultants nationaux ont également été invités à préparer une présentation Powerpoint rassemblant les informations essentielles. N.B: Un examen approfondi des statistiques d'importation de denrées alimentaires par type d'aliments (prévu pour février 2020) n'a pas pu être effectué en raison de la pandémie de Covid-19. Pour la même raison, les rencontres en face à face programmées avec les parties prenantes concernées pour présenter les résultats n'ont pas eu lieu.

Activité 1.6	Mise à jour et validation des documents examinés (rencontres avec les parties prenantes concernées)		
	Réalisé	Non	
	Commentaires	Le projet prévoyait entre autres d’actualiser les politiques et les législations commerciales dans le cadre d’un processus consultatif afin de favoriser l’importation d’aliments sains et nutritifs, de renforcer les chaînes de valeur des aliments sains locaux, le commerce entre les PEID ainsi que la possibilité de choisir et la sensibilisation des consommateurs. Toutefois, il est apparu au cours de l’atelier de lancement qu’il était nécessaire de procéder préalablement à cette consultation à une évaluation du cadre concernant le commerce et la politique commerciale afin de répondre aux préoccupations en matière de nutrition. Cette activité ne pouvait être mise en œuvre sans apporter un retard susceptible de pousser le projet au-delà de son arc temporel. La pandémie de Covid-19 et un budget insuffisant constituaient par ailleurs d’autres obstacles à cette activité. Tous les PEID ont été encouragés à envisager cette intervention pour un futur projet.	
Produit 2	Les capacités des fonctionnaires chargés du commerce et des douanes sont renforcées sur l’importance des échanges commerciaux pour l’alimentation et la nutrition, et les normes alimentaires nationales ainsi que les réseaux d’associations de consommateurs sont consolidés en vue d’améliorer le commerce entre PEID		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	Nombre de fonctionnaires des douanes, d’associations de consommateurs et d’autres parties prenantes formés, et d’associations de consommateurs développées/consolidées.	100 par pays.	Oui
Situation de référence	0		
Commentaires	Le projet a organisé un atelier de formation virtuel du 20 au 22 octobre 2020 qui a rassemblé tous les PEID pour renforcer les capacités et sensibiliser leurs institutions compétentes à l’importance d’intégrer la nutrition dans les politiques commerciales, les lois et réglementations alimentaires et de promouvoir les chaînes de valeur alimentaires locales pour favoriser le commerce entre PEID. La réunion a débouché sur une série de recommandations communes.		
Activité 2.1	Élaboration du programme de formation		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Une évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités des différentes parties prenantes a été menée dans tous les PEID afin d’élaborer le programme de formation. Les résultats ont été analysés et mis en relation avec les conclusions de la première partie du projet. Les principaux sujets/thèmes retenus ont été les suivants: - l’importance, le rôle et l’impact des politiques, stratégies et cadres commerciaux, de la législation alimentaire, des réglementations en matière de sécurité sanitaire et de qualité des aliments sur l’amélioration de la nutrition; - les stratégies pour promouvoir un changement de comportement et la création d’un environnement favorable (lié à la distribution des denrées alimentaires) afin de promouvoir une alimentation saine; - la protection et les droits du consommateur dans un contexte d’exposition à des produits alimentaires non sains; - les stratégies visant à rendre la chaîne de valeur alimentaire sensible à la nutrition, les approches de promotion des aliments locaux et autochtones, le potentiel des PME dans la fourniture d’aliments nutritifs et sûrs d’un point de vue sanitaire.	
Activité 2.2	Identification des parties prenantes à former		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Dans chaque pays, une consultation a été menée avec le consultant national et le groupe de travail du projet afin d’identifier les parties prenantes susceptibles de tirer profit de la formation, suivie d’une consultation avec les parties prenantes et les formateurs afin de trouver la période la plus appropriée en septembre pour dispenser la formation. Les pays bénéficiaires étaient les six PEID participants et Madagascar. Chaque pays a proposé une quinzaine de participants, parmi lesquels des fonctionnaires du ministère chargé du commerce, du personnel des douanes, des représentants des organismes de réglementation alimentaire et des autorités chargées des normes alimentaires, des responsables de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la chaîne de valeur agroalimentaire, des PME, des associations de consommateurs et des parlementaires.	

Activité 2.3	Ateliers de formation	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Une réunion virtuelle (sur Zoom) intitulée «Nutrition et commerce: implications pour les petits États insulaires en développement (PEID)» a été organisée du 20 au 22 octobre 2020, les formateurs se connectant depuis leur domicile ou leur lieu d'affectation, les participants à former depuis une salle de réunion (Sao Tomé-et-Principe, Guinée-Bissau, Comores, Seychelles, Maurice) ou depuis leur domicile ou leur bureau (Cabo Verde, Madagascar). Les thèmes abordés concernaient les moyens stratégiques de créer un environnement favorable à la promotion d'une alimentation saine, la communication sur le changement social et comportemental, la réduction des importations et de la distribution d'aliments non sains, la promotion de chaînes de valeur alimentaires locales sensibles à la nutrition et un cadre permettant d'évaluer si, et comment, le commerce et les politiques commerciales peuvent être utilisés pour répondre aux préoccupations nutritionnelles.
Activité 2.4	Création/renforcement des réglementations relatives aux normes alimentaires et des associations de consommateurs et réseaux commerciaux au sein des PEID	
	Réalisé	En partie
	Commentaires	La formation a permis de renforcer les capacités des organismes de réglementation et des autorités chargées des normes alimentaires sur des sujets tels que: - les normes Codex (principes et genèse): harmonisation des normes alimentaires nationales et régionales pour promouvoir le commerce des denrées alimentaires locales entre PEID. - l'étiquetage alimentaire: concept général, exigences en matière d'étiquetage alimentaire, sécurité alimentaire et informations sur la qualité. La capacité des associations de consommateurs a été renforcée sur: - la protection et les droits du consommateur (objectifs généraux, principes): relever les défis de la protection du consommateur en renforçant ses droits. L'atelier a également permis aux organismes de réglementation alimentaire et aux autorités chargées des normes alimentaires, ainsi qu'aux associations de consommateurs des PEID et à leurs réseaux de réduire la distribution d'aliments à non sains, et de renforcer les normes de qualité des aliments et la sensibilisation des consommateurs.

Partenariats et diffusion

Pour plus d'information veuillez contacter: Reporting@fao.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

©FAO, 2021
CB3595FR/1/02.21